

# Journal d' Afghanistan

N° 507 du 01.06.2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_afghans.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_afghans.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Sommaire.

1 Lutte pour la libération du territoire

1-1 Lavrov : [Rencontre internationale à Kaboul le 14 juin.](#)

1-2 [Moscou s'inquiète du bombardement de l'Afghanistan par les forces étrangères.](#)

1-3 Moscou préoccupé par le statut des bases US après 2014.

1-4 RIA Novosti : [Afghanistan: peu de chances d'embellie.](#)

2 Dommages Collatéraux...

8 civils dont 6 enfants tués dans un bombardement de l'Otan.

3 Retrait Allemand

3-1 Berlin s'engage à aider Kaboul après le retrait de ses troupes.

4 Retrait français

4-1 [Le casse-tête français d'un retrait anticipé.](#)

5 OÙ EN EST LA GUERRE EN AFGHANISTAN ?

5-1 Retrait français et défaite annoncée

5-2 THOMAS HOFNUNG :: Le retrait d'Afghanistan, entre «soulagement» et «amertume».

5-3 JEAN-PIERRE PERRIN, LUC MATHIEU -: Hollande sonne le retrait sans gloire des troupes françaises.

5-4 Manlio Dinucci : Aube rouge sang à Kaboul.

6 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

6-1 Vidéo : Lakhdar Boumediene, ancien détenu de Guantanamo -

7 Les Brèves.

7-1 [Le Kirghizstan autorise le transit terrestre de l'OTAN vers l'Afghanistan.](#)

8 Dossiers

8-1 Sortir d'Afghanistan, la principale préoccupation de l'Otan.

---

1 Lutte pour la libération du territoire

1-1 Lavrov : [Rencontre internationale à Kaboul le 14 juin.](#)

Une rencontre internationale sur l'Afghanistan aura lieu le 14 juin à Kaboul, a déclaré vendredi le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov lors d'une réunion des chefs de la diplomatie de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS).

"Une rencontre internationale sur l'Afghanistan est prévue le 14 juin à Kaboul", a dit M.Lavrov, avant

d'ajouter que la situation dans le pays et dans la région suscitait de sérieuses préoccupations. "Je pense que nous devons participer activement à l'ensemble des discussions internationales consacrées aux problèmes afghans, avoir des positions concertées et démontrer la volonté de l'OCS de contribuer aux efforts de la communauté internationale visant une renaissance politique et économique de l'Afghanistan. L'octroi au pays du statut d'observateur auprès de l'Organisation favorisera ces processus", a insisté le chef de la diplomatie russe.

Créée en 2001, l'Organisation de coopération de Shanghai regroupe à l'heure actuelle la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, la Russie et le Tadjikistan. La présidence tournante est assumée depuis le 1er août 2011 par la Chine. Un sommet de l'Organisation aura lieu début juin à Pékin. Les récents événements et la situation au Proche-Orient et en Afrique du Nord seront au menu.

<http://fr.rian.ru/world/20120511/194662212.html>

---

#### 1-2 [Moscou s'inquiète du bombardement de l'Afghanistan par les forces étrangères.](#)

16/05/2012

La diplomatie russe se déclare inquiète du massacre des civils afghans, lors des bombardements menés par les forces étrangères.

Dans une déclaration, publiée, mardi, sur le site web du ministère russe des Affaires étrangères et reprise par l'IRNA, la Russie a exprimé sa vive inquiétude, quant à la multiplication des cas de bombardements erronés, en Afghanistan, survenus, dans le cadre de l'opération de la "liberté invincible", ce qui a fait un grand nombre de victimes, tous, civils. La déclaration de la diplomatie russe indique qu'au seul mois de mai, plus de 30 civils, qui n'ont aucun lien avec les groupes armés, ont été tués, dans les provinces de Badgheis et de Helmand. "De telles erreurs inacceptables nuisent aux efforts censés établir la stabilité, en Afghanistan, vu, notamment, la poursuite du processus de la remise de la responsabilité de l'assurance de la sécurité du pays aux forces afghanes, elles mêmes.

IRIB

---

#### 1-3 Moscou préoccupé par le statut des bases US après 2014.

MOSCOU, 24 mai - RIA Novosti

Le statut des bases militaires américaines en Afghanistan après 2014, soit après le retrait programmé de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), n'est pas évident, a indiqué jeudi Zamir Kaboulov, représentant spécial du président russe pour l'Afghanistan.

"Kaboul et Washington n'ont pas encore signé un accord sur les bases.

Ils se proposent de le faire dans un an. On nous dit que ce document définira tant le statut de telles bases militaires que le statut et les droits des militaires américains sur ces bases", a indiqué le diplomate.

Et d'ajouter que la Russie se posait en outre des questions sur la raison du maintien de ces bases en Afghanistan.

"De toute évidence, une telle infrastructure militaire n'est pas destinée à résoudre des problèmes intérieurs de l'Afghanistan, mais revêt sans doute une vocation régionale beaucoup plus large", a estimé M.Kaboulov.

Selon la Maison Blanche, un tel accord ne prévoit pas de bases militaires permanentes en Afghanistan mais engage le pays à donner "accès et jouissance aux forces américaines jusqu'à 2014 et au delà" et offre la possibilité pour les forces américaines d'y rester après cette date pour "former les forces afghanes et viser (les éléments) d'Al-Qaïda restants".

---

#### 1-4 RIA Novosti : [Afghanistan: peu de chances d'embellie.](#)

Ndlr : la publication des articles ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses mais doit être vu comme information.

MOSCOU, 21 mai -

La situation politique et militaire en Afghanistan reste tendue, et la perspective de création d'une armée nationale efficace est incertaine, a estimé lundi Albert Khorev, du ministère russe des Affaires étrangères.

"La situation politique et militaire en Afghanistan n'incite guère à l'optimisme. Des groupes extrémistes, notamment les résistants du Parti islamique d'Afghanistan et le Mouvement islamique d'Ouzbékistan, opèrent pratiquement sur tout le territoire afghan", a déclaré le diplomate lors d'un colloque international à Moscou.

Et d'ajouter que la situation était aggravée par la fusion de talibans afghans et pakistanais, ainsi que par une infiltration massive de terroristes à travers la frontière afghano-pakistanaise.

"Moscou considère comme problématique la création en Afghanistan de forces armées efficaces (...). Aussi la stabilité du régime (de Kaboul) à moyen terme sera-t-elle toujours assurée par la présence militaire étrangère", a indiqué M.Khorev.

Selon lui, "le processus de remise des responsabilités en matière de sécurité en Afghanistan par les militaires étrangers aux structures de forces afghanes (...) revêt un caractère manifestement déclaratif". "Il n'est pas rare qu'après le retrait d'unités militaires des agglomérations, le pouvoir y passe aux mains des talibans bénéficiant du soutien de la population", a constaté l'expert.

Il a relevé en outre le faible niveau professionnel des militaires afghans et leur incapacité de mener des opérations indépendantes. Parmi les problèmes des forces armées d'Afghanistan, M.Khorev a également cité la corruption et les déserteurs.

---

## 2 Dommages Collatéraux...

8 civils dont 6 enfants tués dans un bombardement de l'Otan.

Un bombardement de l'Otan a tué [huit personnes d'une même famille](#), dont six enfants, dans leur demeure de Paktia, une province instable de l'est de l'Afghanistan, selon un bilan établi dimanche par des responsables afghans. Samedi soir vers 20h30 locale (18 heures à [Paris](#)) «un homme, sa femme et six de leurs enfants sont morts.

C'était un bombardement conduit par l'Otan», a raconté à l'AFP Rohullah Samoon, le porte-parole du [gouvernement](#) de Paktia. L'Isaf, la force armée de l'Otan, a indiqué avoir entendu parler de l'événement et enquêter sur le sujet.

L'attaque a été confirmée par une source sécuritaire de haut niveau à Kaboul. «C'est vrai. Une maison a été bombardée par l'Otan. Un homme appelé Mohammad Sahfee, sa femme et six de leurs enfants innocents ont été brutalement tués», a-t-il raconté.

### **Frictions entre Kaboul et l'Otan**

Les opérations nocturnes de la coalition contre les domiciles afghans sont depuis longtemps un sujet de friction entre le chef de l'Etat afghan et ses alliés de l'Otan, qui portent à bout de bras son fragile gouvernement face à l'insurrection talibane depuis dix ans. Début mai, le [président](#) afghan Hamid Karzaï a convoqué le commandant de l'Isaf, le général américain John Allen, et l'ambassadeur des Etats-Unis à Kaboul, Ryan Crocker, pour une «réunion d'urgence au palais présidentiel après que des dizaines de civils eurent, selon lui, été tués dans plusieurs bombardements de l'Otan. Hamid Karzaï avait à cette occasion menacé Washington de geler l'accord de partenariat stratégique à long terme signé par les deux pays si l'Isaf ne faisait pas plus d'efforts pour éviter de tuer des civils lors de ses opérations. Cet accord a été ratifié samedi par le parlement afghan.

Les civils sont les premières victimes du conflit opposant Isaf et forces pro-gouvernementales à l'insurrection menée par les talibans. En 2011, plus de 3000 civils sont morts des suites du conflit. Soit autant que le nombre de soldats de l'Isaf ayant péri en Afghanistan depuis plus de dix ans.

### **4 soldats de l'Isaf tués**

Dans le sud du pays, quatre soldats de l'Isaf ont été tués samedi « dans des attentats distincts à l'engin explosif artisanal » a indiqué l'Isaf dimanche, sans s'étendre sur les conditions de l'attaque ni la nationalité des soldats.

**Ces attaques portent à 169 le nombre de soldats de l'Otan tués en Afghanistan cette année et à 3.016 depuis 2001, selon un décompte de l'AFP effectué à partir du site [icasualties.org](http://icasualties.org).**

le 27.05.

<http://www.leparisien.fr/international/afghanistan-8-civils-dont-6-enfants-tues-dans-un-bombardement-de-l-otan-27-05-2012-2019066.php>

---

---

### 3 Retrait Allemand

3-1 Berlin s'engage à aider Kaboul après le retrait de ses troupes.

Ndlr : la publication des articles ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses mais doit être vu comme information.

La chancelière allemande Angela Merkel et le président afghan Hamid Karzai ont signé un accord de partenariat selon lequel Berlin s'engage à poursuivre son aide à Kaboul après le retrait des troupes allemandes du pays, prévu pour 2014, rapportent mercredi les médias allemands.

"C'est une étape importante de nos relations. Nous sommes très préoccupés par le sort de l'Afghanistan", a déclaré Mme Merkel, citée par les médias.

Selon la chancelière, l'Allemagne se sent obligée de contribuer au développement de l'Afghanistan. L'accord prévoit en outre que Berlin contribuera à la restauration de la république islamique, notamment par le biais de la refondation du système éducatif. Kaboul avait auparavant signé un accord similaire avec Washington.

D'après des sources au sein des autorités allemandes, Angela Merkel envisage d'annoncer au prochain sommet de l'Otan qui se tiendra à Chicago les 20 et 21 prochains jours, les plans de Berlin d'octroyer à l'Afghanistan 190 millions de dollars pour financer les forces armées afghanes.

Les Etats-Unis et les autres pays de l'Alliance avaient à plusieurs reprises annoncé leur intention de poursuivre la coopération avec les autorités afghanes après 2014. Les États donateurs envisagent de débloquer à partir de 2014 quatre milliards de dollars chaque année pour le maintien des forces armées afghanes.

<http://fr.rian.ru/world/20120516/194727044.html>

---

### 4 Retrait français

4-1 [Le casse-tête français d'un retrait anticipé.](#)

**15/05**

Effectué par la route ou par les airs, le départ des soldats français a peu de chances d'être effectif avant fin 2012.

Retirer toutes les troupes françaises d'Afghanistan avant la fin 2012. C'est l'une des principales promesses électorales de François Hollande dans le domaine international. Mais sera-t-il capable de la tenir?

Concrètement, il s'agit d'évacuer 3 400 hommes, 900 véhicules dont 500 blindés, 1 400 conteneurs, 3 Mirage 2000 et 14 hélicoptères. Le seul moyen de respecter le délai de 2012 serait d'utiliser des avions-cargos, capables d'emporter les hommes et le matériel depuis les aéroports de Kaboul ou de Bagram jusqu'en France ou aux Émirats arabes unis, où Paris dispose d'une base militaire. La France étant sous-équipée en gros-porteurs, elle devra louer à la Russie ou à l'Ukraine des Antonov, capables d'héberger 7 à 8 véhicules blindés. Mais à environ 30 000 euros l'heure, le prix de l'aller-retour est astronomique. Le retrait anticipé aurait donc un coût énorme. «Il faudrait augmenter tout de suite les impôts», ironise un spécialiste. Même si la France en avait les moyens, elle se heurterait à l'engorgement des aéroports afghans qui devront déjà absorber le retour au pays de 23 000 soldats américains avant la fin septembre. Ainsi qu'à un problème de disponibilité des gros-porteurs, également convoités par les autres pays de l'Alliance pour leurs rotations.

Seconde solution, la moins chère mais aussi la moins sûre: emprunter la route du sud, celle du Pakistan. Mais elle est pour l'instant fermée, Islamabad ayant jusqu'à nouvel ordre interdit le transit de matériel militaire sur son territoire pour protester contre les tirs de drones américains au Pakistan. Reste la route du nord, par le rail, via l'Asie centrale et la Russie. Elle n'est pas donnée non plus, les pays d'Asie centrale, notamment l'Ouzbékistan, ayant augmenté leurs droits de douane, mais elle est plus sûre. Même par cet itinéraire, cependant, le retrait sera long et compliqué à organiser. Certes, les manœuvres de décrochage se feront en coordination avec les alliés et avec l'armée afghane. Mais l'été est propice aux attaques des talibans, qui pourront profiter de la végétation pour monter des embuscades contre les convois de l'Otan. Alors que les soldats français ont reçu l'ordre il y a quelques mois de ne plus guère sortir de leurs bases pour limiter les pertes pendant la campagne électorale, des officiers redoutent que le retrait s'effectue dans la violence.

Conscient des obstacles auxquels se heurte son projet afghan, le nouveau président français a commencé

à mettre de l'eau dans son vin. Il laisse désormais entendre que seules les troupes combattantes pourraient partir avant la fin 2012. Quant au retrait du matériel, il «prendra sans doute plus de temps». Pour les militaires, la mission reste très difficile à mettre en place. «On ne va pas laisser nos équipements et demander aux Américains qu'ils le protègent !», glisse l'un d'eux. Si les troupes combattantes sont évacuées, qui protégera les convois d'équipement des attaques des talibans lorsqu'ils entameront leur retraite? Le retrait précipité de la France, soulignent certains experts, risque en revanche de désorganiser la coalition. La transition en Kapissa, le secteur français, doit normalement durer dix-huit mois. Qui épaulera pendant tout ce temps, dans cette province très instable, la jeune armée afghane? Aux limites financières, sécuritaires et techniques, s'ajoutent des considérations diplomatiques. «En partant plus tôt que prévu, nous risquons d'abîmer notre relation avec les États-Unis et de passer pour un allié non fiable», redoute un gradé. Au début de l'année, Nicolas Sarkozy avait déjà décidé de précéder d'un an le calendrier établi par l'Otan, qui prévoyait un départ des forces combattantes avant la fin 2014. Washington avait à l'époque manifesté une certaine irritation, au moins sur la forme. Au sein de la coalition, plusieurs petits pays, pas très à l'aise avec l'engagement afghan, pourraient profiter du retrait français pour accélérer eux aussi leur départ. L'armée de terre française nourrit elle aussi quelques amertumes. «Les soldats ont le sentiment de ne pas être allés jusqu'au bout, de devoir partir en cours de route et de manière un peu précipitée», commente un officier.

Entre la promesse faite aux électeurs, la réalité sur le terrain, les impératifs diplomatiques et l'exigence de sécurité, la marge de manœuvre de François Hollande à Chicago, où il se rend cette semaine pour participer au sommet de l'Otan, est étroite. Certains parient qu'il finira par épouser le calendrier de Nicolas Sarkozy. Et que le reste ne sera qu'une question de sémantique.

IRIB

---

---

## 5 OÙ EN EST LA GUERRE EN AFGHANISTAN ?

### 5-1 Retrait français et défaite annoncée

En Afghanistan, les talibans sont à l'offensive et Al Qaïda est de retour. L'accélération par le président Hollande du retrait, dès la fin de cette année, de nos « forces combattantes » n'est que la confirmation de l'échec de la guerre menée par les démocraties contre l'islamisme radical, dans ce pays tribal. C'est aussi le désir ne pas avoir à endosser, politiquement, de nouvelles pertes humaines.

La situation ne cesse objectivement de se dégrader. Quelques dizaines de combattants d'Al Qaïda sont de retour dans les montagnes de l'Est du pays. Ces combattants arabes et pakistanais, dont le nombre n'excède pas la centaine, ont selon toute vraisemblance franchi la frontière du Pakistan pour s'établir dans les provinces de Kunar et du Nouristan, où le regroupement des bases de l'Otan n'a laissé sur place qu'environ 4.200 soldats occidentaux.

Le nombre est, certes, réduit, mais il est jugé préoccupant par les responsables américains, dans la perspective du retrait des troupes de l'Otan et du transfert de la sécurité aux forces afghanes d'ici à la fin 2014. La réapparition de "djihadistes" dans cette région est emblématique des défis auxquels Washington et ses alliés seront confrontés pour se sortir d'une guerre longue et coûteuse, sans laisser l'Afghanistan redevenir une plaque tournante de l'islam radical anti-occidental.

Le président François Hollande a rappelé à son homologue américain, Barack Obama, sa promesse d'accélérer le rapatriement du contingent français, tout en indiquant que Paris appuierait la mission de l'OTAN, dans ce pays, "sous une autre forme". Il a précisé, lors d'une conférence de presse, que le retrait n'était "pas négociable", mais que Paris ferait ses choix, "en bonne intelligence" avec ses alliés. Politiquement, François Hollande ne peut revenir, à peine élu, sur l'un de ses rares engagements en politique étrangère. Même si la chancelière allemande Angela Merkel, comme le secrétaire général de l'Otan, Anders Rogh Rasmussen, ont rappelé fermement Paris à ses responsabilités. A Chicago, cette fin de semaine, il y aura une discussion complexe sur le retrait des matériels, la réorganisation du dispositif. "Mais il n'y a pas de raison que ce soit très traumatisant", estime François Heisbourg, président de l'International Institute for Strategic Studies (IISS) de Londres.

Les militaires redoutent, pour leur part, un départ précipité qui donnerait une impression de désordre après dix ans de présence. C'est effectivement le point le plus important. Le signal envoyé par la France

au taliban est celui de l'acceptation d'une défaite. Cela tombe, en plus, à un mauvais moment stratégique.

### **Un retrait "non négociable"**

Les talibans ont annoncé mercredi, sur l'un de leur site internet, qu'ils lanceraient, à partir de jeudi, leur traditionnelle "offensive de printemps" contre les forces de l'Otan qui soutiennent le gouvernement de Kaboul et tous leurs alliés. L'opération "Al-Farouq" visera en premier lieu les "envahisseurs étrangers, leurs conseillers, leurs sous-traitants et tous ceux qui les aident militairement et par le renseignement." Ce communiqué intervient quelques heures après que les résistants aient tué sept personnes, dont six civils afghans, dans une attaque suicide contre une pension abritant des étrangers de l'ONU, de l'Union européenne et d'ONG à Kaboul. Et peu après une visite surprise du président Barack Obama, venu à Kaboul promettre que la fin de la guerre était proche. Il y a deux semaines, les mêmes talibans avaient déjà annoncé le début de leur "offensive du printemps" en lançant six attaques suicide coordonnées dans la capitale afghane, visant notamment l'OTAN, des ambassades occidentales et des bâtiments publics. Les hivers afghans, très rigoureux, sont d'ordinaire mis à profit par les résistants islamistes pour se "reposer". Les offensives de la guérilla, qui gagne en intensité et s'étend à tout le pays ces dernières années, reprennent généralement de plus belle au début du printemps.

Le retrait des occidentaux ne marquera certes pas la fin de la guerre, ni du danger pour nos conseillers même "non combattants" sur place. Les rebelles ont dénoncé comme illégitime l'accord de partenariat américano-afghan, signé par les présidents Barack Obama et Hamid Karzaï, qui encadre les conditions d'une présence militaire en Afghanistan jusqu'en 2024. Ils considèrent ce document comme un acte de vente de l'Afghanistan, établi par une marionnette sans pouvoir à son maître et envahisseur, et le condamnent dans les termes les plus forts.

En tant que véritables représentants de la nation islamique d'Afghanistan, les talibans ajoutent qu'ils continueront, de toutes leurs forces, à mener la guerre sainte contre toutes les mesures contenues dans ce document illégitime et jusqu'au retrait total d'Afghanistan de tous les envahisseurs et de leurs marionnettes. Le retrait de Hollande risque donc de rendre plus difficile le retrait en bon ordre des alliés sans pour autant éviter aux Français de nouvelles pertes.

<http://www.metamag.fr/metamag-840-O%C3%B9-en-est-la-guerre-e...>

URL de cet article 16750

<http://www.legrandsoir.info/ou-en-est-la-guerre-en-afghanistan.html>

Entre-temps, le ministre britannique de la guerre a regretté que les forces de l'Otan ne quittent pas "ensemble" l'Afghanistan, tout en jugeant "possible" le retrait français anticipé envisagé par le nouveau président français élu François Hollande.

M. Hollande a affirmé ces derniers mois son objectif de retirer les troupes combattantes françaises d'ici à la fin 2012, soit deux ans avant le retrait prévu des forces de l'Otan en Afghanistan.

Al Manar

---

**5-2 THOMAS HOFNUNG** :: Le retrait d'Afghanistan, entre «soulagement» et «amertume».

Le départ accéléré des soldats français est diversement apprécié au sein de l'armée.

La visite éclair du président François Hollande en Afghanistan n'avait qu'un seul véritable objectif: cajoler les militaires en venant leur dire, sur place, pourquoi l'heure du retrait avait sonné. Car hormis la date, tenue secrète pour des raisons de sécurité, cette visite n'avait rien de surprenant sur le fond.

«François Hollande avait annoncé la couleur durant sa campagne, nous travaillons sur la planification de ce retrait depuis un moment», confie un haut gradé à Paris. L'armée s'apprête d'ailleurs à envoyer en Afghanistan une trentaine de transports blindés de dernière génération pour préparer le départ. L'armée française «n'a pas d'états d'âme», poursuit le haut gradé. «Nous savions que nous n'allions pas rester éternellement en Afghanistan.» Malgré sa brièveté, le voyage du président Hollande semble avoir été apprécié par la hiérarchie militaire. «Son prédécesseur ne se déplaçait qu'en temps de crise, à la suite de pertes dans nos rangs. Le fait de venir en Afghanistan à cet instant, même rapidement, est perçu comme une marque de respect», assure un ancien général.

Lors de son déplacement à Kaboul et en Kapisa, Hollande a indiqué qu'environ 2000 hommes, sur 3400, devraient avoir quitté le théâtre des opérations avant la fin 2012. En 2010, lors du sommet de l'Otan à Lisbonne, les Alliés étaient convenus d'un agenda prévoyant un retrait des forces étrangères en 2014. Le



Président a évoqué lors de son déplacement le maintien d'une présence française axée sur la coopération civile et économique.

«C'est vrai que nous étions engagés sur un calendrier, mais nous n'avons pas à rougir de ce que nous avons fait en Afghanistan, insiste le haut gradé. Nous, nous n'avons pas brûlé de Coran ([contrairement à des soldats américains récemment](#), ndlr). Le comportement, cela compte beaucoup.» «De toute façon, tout le monde ne peut pas partir en même temps, explique un officier de réserve. Nicolas Sarkozy, qui voulait jouer les bons élèves, s'était aligné sur le calendrier des Américains.» Paradoxalement, ce retrait anticipé peut apparaître, aux yeux de certains officiers, comme la réaffirmation de l'indépendance de la France. «C'est une décision souveraine», n'a pas manqué de souligner le président Hollande devant les soldats en Kapisa.

### **Le discours de François Hollande en Afghanistan**

Le départ des soldats français devrait se faire sans drame. «Ils vivaient à l'écart, dans leurs campements, et il n'y a jamais eu de symbiose entre nous et les Afghans, poursuit l'officier de réserve. Même avec les militaires locaux que nous formons, et dont certains nous ont tiré dans le dos.» Rien à voir avec le sentiment de lâchage vécu par leurs aînés en Indochine et plus encore en Algérie.

Mais cette accélération du calendrier est appréciée diversement au sein de l'armée. C'est «un soulagement» pour la troupe, assure l'officier de réserve. «Cela fait belle lurette qu'on ne mène plus d'action offensive et que nos soldats sont retranchés dans leurs casernes. Notre présence, c'était devenu de l'affichage.» Un observateur parle «d'un peu d'amertume. Depuis que nos soldats se sont vus imposer des mesures de sécurité renforcées, les progrès enregistrés sur le terrain sont battus en brèche.» Un jugement tempéré par l'état-major des armées à Paris: «Là où nous sommes présents, la sécurité s'est améliorée, et la population vit mieux.» Mais pour combien de temps? Que se passera-t-il lorsque la sécurité de la province de Kapisa aura été transférée totalement à l'armée afghane?

Autre écueil pour les troupes : la crise morale de fin de mission. «Depuis des mois, l'armée de terre vit sous forte pression, note l'ancien directeur de l'Ecole de guerre, Vincent Desportes. Il y a eu la Côte d'Ivoire, la Libye, nos Casques bleus au Liban...Tous les régiments ont tourné dans les missions et se sont intensivement entraînés avant leur déploiement sur le terrain.» De retour à la maison, les soldats vont retrouver la routine de la vie de caserne. Qui plus est avec de sombres perspectives. Du fait du prix du carburant, les budgets consacrés aux entraînements ont été réduits. «Le nouveau pouvoir veut recruter 12 000 personnes pour renforcer la police et la gendarmerie, et 60 000 dans l'Education nationale. Il va bien falloir réduire les effectifs ailleurs, redoute déjà un officier supérieur. Or nous ne pouvons pas arrêter de recruter, sinon nous sommes morts. Nos soldats doivent être jeunes.» «Nos troupes vont quitter l'Afghanistan avec un certain goût d'inachevé et avec pour seule récompense une probable diminution de moyens», résume un expert.

THOMAS HOFNUNG

---

### **5-3 JEAN-PIERRE PERRIN, LUC MATHIEU - : Hollande sonne le retrait sans gloire des troupes françaises.**

Analyse A Kaboul hier, le Président a promis un repli «ordonné». Sans en évoquer les conséquences. Par Habituellement, lorsqu'un chef d'Etat se rend sur un théâtre d'opération, c'est soit pour encourager les troupes avant un *surge* (l'envoi de renforts), soit pour célébrer la victoire de ses soldats, soit pour s'associer à leur douleur après des pertes sévères, comme l'avait fait Nicolas Sarkozy suite à l'embuscade meurtrière d'Uzbin. Vendredi, François Hollande s'est rendu en Afghanistan pour une opération de communication destinée à justifier un retrait anticipé des forces combattantes françaises qui n'aura pas l'heur de plaire à tout le monde.

C'est le cas des autres membres de la coalition, en particulier des Etats-Unis, qui vont devoir palier le départ des troupes françaises dans la province de Kapisa (nord-est), stratégique et vitale pour la sécurité de Kaboul. Même si Washington n'a pas porté le débat sur la place publique, le comportement de Paris a ulcéré l'administration et, plus encore, les militaires américains. Et même si Hollande a déclaré que le désengagement du contingent, prévu d'ici à fin 2012, soit un an avant le délai fixé par Nicolas Sarkozy, se ferait de manière «ordonnée», «coordonnée» et «en bonne intelligence avec nos alliés, notamment avec le président Obama», il reste que celui-ci laisse un trou dans le dispositif allié. A charge de l'armée afghane de prendre la relève. Et c'est bien là que le bât blesse. Car, si celle-ci échoue à contenir

l'insurrection, comme on peut s'y attendre, les troupes américaines devront prendre le relais. Et cela au pire moment, puisqu'elles seront alors engagées dans leur propre retrait.

**Allégeance.** C'est à la demande des Etats-Unis que les militaires français étaient déployés depuis 2008 dans la province de Kapisa. Depuis que l'Afghanistan est en proie à la guerre, à la suite de l'invasion soviétique fin 1979, la région a toujours été particulièrement dangereuse, surtout à cause de la présence de combattants du Hezb-e islami (parti islamique) qui se changeaient volontiers en bandits de grands chemins. Ceux-ci n'ont pas disparu, mais la plupart des moudjahidin d'hier ont changé d'allégeance pour se rapprocher des talibans, la force insurgée dominante aujourd'hui. Selon l'armée afghane, 800 rebelles hantent les districts de Tagab, Alasaï et, dans une moindre mesure, Nijrab. Des combattants étrangers, surtout pakistanais, les épaulent. Ils font office de formateurs ou se chargent d'opérations de propagande.

La province de Kapisa est d'autant plus stratégique qu'elle constitue une porte d'accès à Kaboul. Plusieurs attentats visant la capitale afghane y ont été organisés ces dernières années. Les talibans profitent déjà de l'incapacité de l'Otan à sécuriser deux autres provinces voisines - le Laghman et le Nouristan - pour s'infiltrer quasi librement depuis le Pakistan. Si la Kapisa tombe sous leur coupe, ils ont désormais une autoroute pour attaquer Kaboul. Les trafiquants de drogue empruntent le même itinéraire. Ainsi, alors que la culture du pavot avait été éradiquée dans cette province en 2010 selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, elle a repris l'an dernier.

**Corruption.** L'échec français en Kapisa tient aussi à la corruption des autorités. L'ancien gouverneur Abou Bakr était connu pour ses liens avec le Hezb-e islami. Il a fallu plusieurs interventions de l'ambassade de France auprès du président Karzaï pour qu'il soit démis de ses fonctions en 2010, après trois ans passés à la tête de la province.

Partout, la corruption profite aux talibans. Plutôt que de se tourner vers la justice officielle, la population a recours à celle fournie par les résistants qui en profitent pour asseoir leur influence. Difficile de croire dans ces conditions que les seules forces afghanes seront capables de tenir la province après le départ de l'armée française. D'une part, parce qu'elles sont infiltrées par les talibans, comme l'a montré l'attentat du 20 janvier : quatre soldats français ont été tués par un militaire afghan. D'autre part, parce qu'elles ont très peu d'hélicoptères, alors que, couplés à des troupes au sol, ils pourraient être efficaces contre la guérilla.

Mais si Washington en veut aussi à Paris, c'est à cause de l'effet d'entraînement que le départ français risque de provoquer au sein de la coalition. Il y aura donc un prix à payer. Notamment pour la formation de l'armée afghane. Et on peut s'attendre à ce qu'il soit cher.

25 mai

[http://www.liberation.fr/monde/2012/05/25/afghanistan-hollande-sonne-le-retrait-sans-gloire-des-troupes-francaises\\_821580?xtor=EPR-450206](http://www.liberation.fr/monde/2012/05/25/afghanistan-hollande-sonne-le-retrait-sans-gloire-des-troupes-francaises_821580?xtor=EPR-450206)

[http://www.liberation.fr/monde/2012/05/25/le-retrait-d-afghanistan-entre-soulagement-et-amertume\\_821504?xtor=EPR-450206](http://www.liberation.fr/monde/2012/05/25/le-retrait-d-afghanistan-entre-soulagement-et-amertume_821504?xtor=EPR-450206)

---

Entre-temps, le ministre britannique de la guerre a regretté que les forces de l'Otan ne quittent pas "ensemble" l'Afghanistan, tout en jugeant "possible" le retrait français anticipé envisagé par le nouveau président français élu François Hollande.

M. Hollande a affirmé ces derniers mois son objectif de retirer les troupes combattantes françaises d'ici à la fin 2012, soit deux ans avant le retrait prévu des forces de l'Otan en Afghanistan.

Al Manar

---

5-4 Manlio Dinucci : Aube rouge sang à Kaboul.

Les alliés vont pouvoir se retirer d'Afghanistan, la mission est accomplie.

Prétextant la guerre au terrorisme, les puissances coloniales sont parvenues à mettre en place un gouvernement à leur main. Mais une telle opération coûte cher : le régime est protégé par 120 000 soldats, pour deux tiers états-unis. Il est temps pour ce système politique illégitime d'assurer par lui-même son maintien au pouvoir. Les États-Unis se contenteront désormais d'administrer leurs bases militaires et de faire payer la facture de la police par leurs « alliés » européens.



Après la traversée du sombre nuage de la guerre, la lumière pointe maintenant à l'horizon du nouveau jour : c'est avec cette image rhétorique banale que le président Obama a annoncé l'accord signé avec le président Karzaï. Les plumes qui lui écrivent ses discours, à l'évidence, sont fatiguées.

On ne peut pas en dire autant des stratèges qui ont rédigé « l'Accord de partenariat stratégique durable » avec l'Afghanistan. Celui-ci assure qu'après le retrait des troupes en 2014, les États-Unis continueront de protéger l'Afghanistan, en lui conférant le statut de « plus grand allié non-OTAN ». Dans le cadre d'un nouvel « Accord de sécurité bilatéral », les USA chercheront des fonds pour que l'Afghanistan « puisse se défendre des menaces internes et externes ». Ce n'est pas eux qui les alloueront, donc, mais ils les « chercheront » en impliquant les alliés (Italie comprise) [1] dans le paiement de la majeure partie des au moins 4 milliards de dollars annuels nécessaires pour entraîner et armer les « forces de sécurité » afghanes, selon « les standards OTAN », de façon à les rendre « inter-opérationnelles avec les forces de l'Alliance ».

De son côté, Kaboul « fournira aux forces étasuniennes l'accès et l'utilisation continus des bases afghanes jusqu'en 2014 et au-delà ». Ce que l'accord ne dit pas c'est que les principales « bases afghanes », qui seront utilisées par des forces étasuniennes, sont les mêmes que celles qu'ils utilisent aujourd'hui (Bagram, Kandahar, Mazar-e-Sharif et d'autres) : avec la différence qu'y flottera le drapeau afghan à la place de celui des États-Unis.

L'accord ne dit pas non plus qu'en Afghanistan opèreront encore plus qu'aujourd'hui des forces USA-OTAN pour les opérations spéciales, flanquées de compagnies militaires privées. Les États-Unis promettent qu'ils n'utiliseront pas les bases contre d'autres pays mais, en cas d' « agression extérieure contre l'Afghanistan », ils fourniront une « riposte appropriée » comprenant « des mesures militaires ». L'accord, précise l'ambassadeur Ryan Crocker, n'empêche pas les États-Unis de continuer à attaquer depuis l'Afghanistan, avec les drones, les résistants au Pakistan, car « il n'exclut pas le droit à l'autodéfense ».

Mais les piliers sur lesquels reposera le « partenariat stratégique durable » ne sont pas seulement militaires. Washington encouragera « l'activité du secteur privé étasunien en Afghanistan », en particulier pour l'exploitation de la « richesse minière, dont le peuple afghan doit être le principal bénéficiaire ». Le peuple afghan peut en être sûr : ce sont des géologues du Pentagone qui ont découvert, dans le sous-sol afghan, de riches gisements de lithium, cobalt, or et autres métaux. L'Afghanistan, rapporte un mémorandum du Pentagone, pourrait devenir « l'Arabie saoudite du lithium », métal précieux pour la production de batteries [2].

Et puis il y a surtout une autre ressource à exploiter : la position géographique même de l'Afghanistan, de première importance aussi bien militairement qu'économiquement. Ce n'est pas un hasard si, dans l'accord, les États-Unis s'emploient à faire retrouver à l'Afghanistan « son rôle historique de pont entre l'Asie centrale et méridionale et le Moyen-Orient », en réalisant des infrastructures pour les transports, en particulier des « réseaux énergétiques ». La référence est claire au gazoduc Turkménistan-Inde, à travers Afghanistan et Pakistan, sur lequel mise Washington dans la bataille des gazoducs contre Iran, Russie et Chine. Qui sera contrôlé par des forces spéciales et des drones étasuniens au nom du « droit à l'autodéfense ».

[Manlio Dinucci](#)

Traduction

[Marie-Ange Patrizio](#)

Source

[Il Manifesto \(Italie\)](#)

---

6 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

6-1 Video : Lakhdar Boumediene, ancien détenu de Guantanamo -

[http://www.youtube.com/watch?v=5BCuTWGBBDw&feature=player\\_embedded](http://www.youtube.com/watch?v=5BCuTWGBBDw&feature=player_embedded)

---

Ndlr : La publication de l'article doit être vue comme information.

7-1 [Le Kirghizstan autorise le transit terrestre de l'OTAN vers l'Afghanistan.](#)

23/05/2012

Le Kirghizstan a autorisé, lors du sommet de l'OTAN à Chicago, le transit terrestre par son territoire des matériels militaires de l'OTAN vers l'Afghanistan, a annoncé mercredi le service de presse du ministère kirghiz des Affaires étrangères.

"La cérémonie de signature d'un accord sur le transit terrestre (par rail et route) de frets destinés à la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) via le Kirghizstan s'est tenue dans le cadre du sommet de l'OTAN à Chicago. L'accord a été signé par le gouvernement kirghiz et l'Otan", a annoncé le service de presse. Le sous-secrétaire général de l'OTAN Alexander Vershbow a exprimé sa reconnaissance à Bichkek pour son soutien et a considéré l'accord comme "un événement historique et une contribution de poids aux efforts visant à stabiliser la situation en Afghanistan", a ajouté le service.

Le Kirghizstan abrite une base aérienne américaine. Implantée en décembre 2011 à l'aéroport international "Manas" de Bichkek, la base a été plus tard rebaptisée Centre de transit. Elle assure près de 30% des ravitaillements en vol des avions participant à l'opération de l'OTAN en Afghanistan. Selon les informations officielles, les effectifs du Centre de transit comptent près de 1.500 militaires et civils américains. L'accord prévoyant le fonctionnement de la base arrive à échéance à l'automne 2014.

IRIB

---

## 8 Dossiers

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

8-1 Sortir d'Afghanistan, la principale préoccupation de l'Otan.

le 21.05.

L'Otan a déclaré lundi «irréversible» le processus de retrait de ses soldats d'Afghanistan à la fin 2014 tout en affirmant sa détermination à aider Kaboul sur le long terme pour empêcher le retour des talibans. Au dernier jour de son sommet lundi à Chicago, l'Alliance a voulu démontrer sa force et son unité: elle a réuni autour d'une immense table les dirigeants des 50 pays participants à l'opération en Afghanistan, des Etats-Unis au Bahreïn en passant par la Nouvelle-Zélande, et bien sûr [la](#)

L'Otan donc déclaré «irréversible» le processus de retrait de ses soldats d'Afghanistan à la fin 2014 tout en affirmant sa détermination à aider Kaboul sur le long terme pour empêcher le retour des talibans. Au delà du symbole, l'enjeu était d'affirmer la volonté de tous d'«aller au bout de la mission», comme l'a déclaré le [président](#) américain [Barack Obama](#), son homologue afghan, Hamid Karzaï, assis à ses côtés. Pour cela, les dirigeants des 28 pays membres de l'Alliance ont renouvelé leur soutien au calendrier établi lors de leur précédent sommet, à Lisbonne en 2010. Ce processus est «irréversible», ont-ils souligné dans leur déclaration.

La responsabilité de la sécurité aux forces afghanes sera transférée «d'ici à la mi-2013» et les troupes internationales passeront alors à un rôle de soutien jusqu'à leur retrait à la fin 2014, selon le texte. «La mission de combat dirigée par l'Otan prendra fin» à cette date. Mais l'Alliance atlantique continuera d'apporter «un solide soutien politique et pratique à long terme» au gouvernement afghan. Elle se dit donc «prête à travailler à l'établissement, à la demande du gouvernement de la République islamique d'Afghanistan, d'une nouvelle mission pour l'après-2014», précise la déclaration.

### **L'Alliance doit préparer l'immense chantier de retrait des 130 000 soldats**

Et le président Obama a promis: «au moment où les Afghans sont appelés à prendre plus de responsabilités, ils ne seront pas abandonnés». En attendant, l'Alliance doit préparer l'immense chantier de retrait des 130.000 soldats actuellement présents et de la quantité énorme de matériel militaire accumulée en une décennie de guerre.

L'un des obstacles les plus urgents à résoudre est le blocage des routes de ravitaillement entre le Pakistan et l'Afghanistan pour les convois de l'alliance militaire. Les dirigeants de l'Otan ont ainsi appelé le Pakistan à réouvrir ces lignes de communication «dès que possible». Manière de faire pression sur le

président pakistanais Asif Ali Zardari, invité de dernière minute à Chicago. Ce dernier a, d'ailleurs, indiqué la volonté de son pays de parvenir à un accord, sans donner de date, tandis que M. Rasmussen, le patron de l'Otan, parlait d'une solution dans «un proche avenir».

### **La décision française n'a guère soulevé de vagues**

Washington juge «inacceptable» le prix du droit de passage exigé par le Pakistan qui s'élèverait, selon plusieurs médias américains, à 5.000 dollars par conteneur, soit 30 fois plus qu'avant la fermeture. Dans ce contexte, la, deux ans avant le calendrier de l'Otan, n'a guère soulevé de vagues. Le général américain John Allen, commandant des forces de l'Otan en Afghanistan (Isaf), a affirmé que ce retrait n'entraînera «pas de dégradation de la sécurité» dans la région de Kapisa (est) qui était sous contrôle français. Pour l'après-2014, l'Otan a donné son accord à une réduction progressive des effectifs des forces afghanes, de 352 000 à 228 500 hommes, qui tiendra compte de «l'évolution de l'environnement de sécurité». Leur budget a été évalué à 4,1 milliards de dollars par an à partir de 2015, qui sera pris en charge par les Etats-Unis pour plus de la moitié et à hauteur de 500 millions de dollars par l'Etat afghan. Ce qui laisse environ 1,3 milliard à se répartir entre les autres. Le secrétaire général de l'Otan a indiqué avoir «bon espoir» que les objectifs soient atteints.

Le sommet se terminait dans l'après-midi après avoir placé Chicago, la ville de Barack Obama, sous haute sécurité pendant plusieurs jours. Des manifestations d'ampleur modérée ont rassemblé depuis jeudi quelques milliers de personnes à l'appel d'associations pacifistes ou anti-capitalistes.

### **La réouverture des routes de transit via le Pakistan se précise**

La perspective d'une réouverture prochaine par le Pakistan des routes de ravitaillement vers l'Afghanistan, réclamée par l'Otan, semblait se préciser lundi. Le gouvernement pakistanais a donné instruction à ses négociateurs de conclure les discussions avec les Etats-Unis, a affirmé le président pakistanais Asif Ali Zardari devant les 50 chefs d'Etats et de gouvernement de l'Isaf.

Dans sa déclaration officielle, l'Alliance atlantique a de son côté déclaré «travailler avec le Pakistan afin de réouvrir les lignes de communication terrestres dès que possible». L'Otan souhaite voir les routes de ravitaillement rouvertes «aussi vite que possible», a confirmé son secrétaire général Anders Fogh Rasmussen, qui a dit aux journalistes s'attendre à ce qu'elles le soient dans un «avenir très proche». La fermeture des routes pakistanaises n'a jusqu'à maintenant «pas eu d'impact majeur» sur les opérations en Afghanistan mais le retrait graduel des forces internationales d'ici la fin 2014 représente un «défi logistique» qui serait compliqué sans le droit de passage au Pakistan, a-t-il expliqué.

Cette question est dans l'impasse ces derniers jours en raison du coût du péage exigé par le Pakistan, jugé «inacceptable» par les Etats-Unis. Islamabad interdit le passage des convois routiers de l'Otan sur son territoire depuis six mois en représailles à la mort de 24 de ses soldats tués par erreur dans des frappes aériennes américaines contre un poste frontière pakistanais. «L'incident de Salala a constitué un revers sérieux» et a «justifié de revoir notre engagement et notre coopération» avec l'Otan, a plaidé le président pakistanais. Dimanche, il a rencontré en marge du sommet de Chicago la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton.

L'un des principaux points de divergence est le prix du droit de passage exigé par le Pakistan qui s'élèverait, selon plusieurs médias américains, à 5000 dollars par conteneur, soit 30 fois plus qu'avant la fermeture. «Les Pakistanais veulent aboutir, mais ils doivent se décider entre eux. Ils ont avancé des prix qui sont bien trop élevés et ils doivent être un peu plus réalistes sur les coûts de transport», a expliqué à l'AFP un haut responsable américain sous le couvert de l'anonymat. Les Etats-Unis sont prêts à payer plus qu'auparavant mais il n'est pas question pour eux d'augmentation exponentielle du droit de passage, a-t-il affirmé.

<http://www.leparisien.fr/international/sortir-d-afghanistan-la-principale-preoccupation-de-l-otan-21-05-2012-2009922.php>